



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-troisième session

Lodz (Pologne), 10-13 mai 2022

**Des chaînes de valeur alimentaires durables au service de la nutrition –
Une approche concrète pour transformer les systèmes agroalimentaires en
faveur d'une alimentation saine en Europe et en Asie centrale**

Résumé

Les systèmes agroalimentaires de la région sont confrontés aux défis nutritionnels suivants: mauvaise alimentation et malnutrition. La région a réalisé des progrès pour toutes les cibles des objectifs de développement durable (ODD), néanmoins, elle n'est pas en voie d'atteindre celles relatives aux indicateurs de nutrition. Les aliments sains sont relativement plus coûteux que les aliments de mauvaise qualité dans cette région où les inégalités sont importantes et les habitudes et régimes alimentaires malsains exacerbent l'incidence des maladies non transmissibles. Une part importante de la population d'Europe et d'Asie centrale est encore laissée pour compte, malgré les efforts visant à promouvoir des régimes alimentaires sains par le biais de systèmes agroalimentaires durables.

Le présent document fournit des informations de fond pour appuyer le débat sur les approches et les instruments concrets visant à améliorer les régimes alimentaires sains en ne laissant personne de côté et en mettant l'accent sur le développement de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel. Le document avance que l'approche de chaînes de valeurs durables au service de la nutrition est judicieuse pour comprendre les défis nutritionnels et proposer des solutions. L'application de ces solutions est complexe et le document souligne que des mécanismes de vérification préalable axés sur les risques peuvent permettre de concrétiser ces solutions – en particulier par le biais du secteur privé, moteur des systèmes agroalimentaires. La mise en œuvre de ce nouveau programme implique non seulement de la recherche et développement, mais aussi un renforcement des capacités, l'alignement des politiques et un niveau relevé d'ambition afin de garantir que nul ne soit laissé pour compte.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale souhaitera peut-être:

- transposer à plus grande échelle l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel afin d'identifier les défis nutritionnels et les solutions possibles;

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

- appuyer la conception d'outils, de mécanismes ou d'instruments volontaires encourageant l'adoption de conduites responsables pour les entreprises et de mécanismes institutionnels de vérification préalable axés sur les risques, en se concentrant sur les approches nutritionnelles;
- renforcer les capacités des chaînes de valeurs intégrant l'enjeu nutritionnel dans les services agricoles et autres services de vulgarisation afin de transformer les systèmes agroalimentaires et de combler les lacunes de compréhension des techniques pratiques de production d'aliments variés et à valeur nutritionnelle élevée;
- incorporer dans les efforts d'alignement des politiques alimentaires en cours (y compris les politiques commerciales) un concept de «valeur» dépassant l'optique purement économique et intégrant la nutrition, la santé et les valeurs sociales et environnementales; et
- relever le niveau d'ambition concernant les résultats nutritionnels en ciblant non seulement les groupes économiquement actifs, mais aussi les groupes les plus vulnérables et leurs besoins nutritionnels.

Pour appuyer la mise en œuvre des recommandations formulées ci-dessus, les Membres demandent à la FAO:

- d'aider les pays d'Europe et d'Asie centrale à transposer à plus grande échelle l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires, et comme partie intégrante des quatre priorités de la région et de la mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO;
- de concevoir des outils, mécanismes ou instruments volontaires encourageant l'adoption de conduites responsables pour les entreprises et de mécanismes institutionnels de vérification préalable axés sur les risques, en se concentrant sur les approches nutritionnelles;
- de fournir une assistance technique à l'appui des services de vulgarisation et de conseil existants en Europe et en Asie centrale pour la mise au point de solutions tenant compte de la nutrition dans le développement de chaînes de valeurs;
- de promouvoir l'établissement d'une norme de mesure internationale de fixation des prix juste reposant sur un processus de consensus scientifique et de façon à s'aligner aux gouvernements et parties prenantes;
- de faciliter le partage des connaissances et le renforcement des capacités et promouvoir les investissements dans l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel; et
- d'identifier et mettre en commun les meilleures pratiques en matière de mesures de protection sociale qui améliorent l'accès à une alimentation saine en ne laissant personne de côté.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Europe

ERC-ECA-Secretariat@fao.org

I. Introduction

1. L'amélioration de la nutrition pour tous constitue l'un des principes énoncés dans le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO. En vue de la réalisation des ODD, l'accent est mis particulièrement sur la cible 2.1 des ODD relative à l'élimination de la faim, la réalisation de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et l'accès égal à tous à des aliments nutritifs et des régimes alimentaires sains. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021¹ a renforcé et fait progresser la reconnaissance au niveau international de l'importance vitale que revêtent les systèmes alimentaires durables pour accroître le niveau de sécurité alimentaire et faciliter l'accès à une alimentation saine.

2. Ce document de travail se concentre sur les défis nutritionnels des systèmes agroalimentaires durables et reconnaît que la nutrition peut être le point d'entrée de l'élaboration des politiques et des interventions au niveau des projets. Par ailleurs, il souligne qu'envisager les chaînes de valeur alimentaires durables du point de vue des résultats nutritionnels représente un moyen efficace de transformation des systèmes agroalimentaires qui ne laisse personne de côté. De ce fait, ce document examine les possibilités d'accélération du développement de chaînes de valeurs intégrant l'enjeu nutritionnel qui minimisent le risque d'exclusion des parties prenantes².

3. Certains pays de la région Europe et Asie centrale ne sont pas en voie de réaliser les cibles relatives aux indicateurs de nutrition des ODD fixés par les Nations Unies pour 2030³. Des solutions multiples intégrant plusieurs facteurs sont requises. Il sera également important de passer à des régimes alimentaires sains intégrant la durabilité et contribuant à améliorer la santé de l'environnement.

4. Les participants au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ont adopté une approche fondée sur les systèmes alimentaires, alignée sur les ODD et tenant compte de la complexité du monde actuel pour apporter les transitions nécessaires. Il a réaffirmé que les populations, la planète et la prospérité sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a proposé cinq domaines d'actions interconnectées, comme établi dans la Déclaration d'action du Secrétaire général lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (Nations Unies, 2021e). Ces domaines d'action attirent l'attention sur le type d'aliments que le monde devrait produire et sur la façon dont nos aliments devraient être transformés, distribués, commercialisés et livrés aux consommateurs, en ne laissant personne de côté. La nutrition est essentielle pour le domaine d'action 1 (nourrir toute l'humanité), toutefois pour améliorer la nutrition, des mesures complémentaires sont requises dans tous les domaines d'action. La région Europe et Asie centrale est à même de capitaliser sur les solutions novatrices et systémiques identifiées lors du processus de deux ans qui a culminé avec le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (Nations Unies, 2021a) et de répondre aux besoins nutritionnels de la région. Les statistiques et tendances détaillées dans les stratégies et voies nationales de transformation des systèmes alimentaires du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (Nations Unies, 2021b) et la dernière vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition (*Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021*) (FAO, 2021a) le confirment en effet.

¹ Pour en savoir plus sur le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, consulter <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.

² La FAO a également mis au point un cadre reprenant les aspects de parité hommes-femmes des chaînes de valeur et de chaînes d'approvisionnement responsables. Voir <https://www.fao.org/publications/card/fr/c/CB7780EN/> et <https://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1175525/>.

³ Les indicateurs sont les suivants: 2.1.1 prévalence de la sous-alimentation; 2.1.2 prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée à l'aide de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue; 2.2.1 prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans; et 2.2.2. prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieurs par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation). Pour plus d'informations, consulter <https://sdgs.un.org/fr/goals>.

5. Ce document d'information présente la pertinence de l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel proposée par les organismes ayant leur siège à Rome⁴. Les lacunes et déficits y afférant sont identifiés afin d'étayer les recommandations formulées à l'attention des pays de la région Europe et Asie centrale pour transformer les systèmes agroalimentaires en améliorant les résultats nutritionnels, de façon inclusive.

6. La section 2 fournit une vue d'ensemble des défis nutritionnels et la section 3 présente les potentielles solutions disponibles. Au vu de l'ampleur et de la complexité des défis à venir, la section 4 préconise des solutions novatrices et présente l'approche fondée sur des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel. Stimuler l'offre et la demande d'aliments nutritifs implique des compromis sur le plan économique, social et environnemental. En ce sens, le présent document encourage l'adoption d'une approche responsable de développement de chaînes de valeur, en ne laissant personne de côté et en garantissant des aliments abordables et sains pour tous. Enfin, la section 5 formule un certain nombre de recommandations à l'attention de la Conférence régionale.

II. Défis nutritionnels régionaux

7. La région progressait vers la réalisation des ODD avant l'avènement de la pandémie de COVID-19. La pauvreté extrême était déjà passée sous le seuil de 1 pour cent en moyenne, sur la période 2010-2015, et la Géorgie et la Macédoine du Nord, qui étaient parmi les quelques pays ayant des taux relativement plus élevés (12,2 pour cent et 10,4 pour cent en 2010 respectivement) les avait réduits de moitié. Selon les seuils nationaux de pauvreté, la pauvreté avait fortement reculé depuis 2010.

8. Les statistiques et tendances figurant dans la dernière vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition (*Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021*) présentent des analyses relatives aux enjeux nutritionnels. Selon le rapport, le nombre de personnes sous-alimentées dans la région était de 24.4 millions en 2000, soit 3 pour cent du total mondial (FAO, 2021a). Des progrès efficaces vers l'objectif ressortent toutefois dans les pays les plus vulnérables de la région depuis 20 ans, avec l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, par exemple, qui enregistrent des réductions considérables du nombre de personnes sous-alimentées (FAO, 2021a). L'obésité et l'anémie ferriprive représentent des défis majeurs pour la région qui compte également la prévalence d'excès pondéral chez les enfants de 6 à 9 ans la plus élevée des pays méditerranéens. Les personnes souffrant d'excès pondéral, d'obésité et d'autres problèmes de santé courent un risque plus élevé de développer des formes sévères de covid-19, et la région est fortement touchée par la surconsommation d'aliments riches en sel, graisses et sucres. Cela est également lié à la façon dont les aliments sont transformés et/ou les repas sont préparés. Par ailleurs, la consommation de fruits et légumes dans la région est inférieure à la moyenne mondiale. Les chiffres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont démontré que les mauvais régimes alimentaires ont été responsables d'environ 86 pour cent des décès et 77 pour cent de la charge de morbidité dans la région Europe et Asie centrale récemment (FAO, 2021c).

9. La mortalité maternelle, mesure emblématique de l'efficacité globale des systèmes de santé, était en dessous de la cible mondiale dans la plupart des pays de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE). Le niveau de mortalité maternelle avait sensiblement diminué dans les pays où il était relativement élevé en 2012. Pour la mortalité néonatale comme pour les décès d'enfants de moins de cinq ans, la plupart des pays CEE-ONU avaient des taux en deçà des cibles mondiales. Dans les quelques pays où les taux étaient plus élevés, la mortalité des enfants et des nourrissons a fortement chuté au cours des dernières années. Enfin, malgré les efforts pour réduire les disparités et pour augmenter les revenus des populations les plus pauvres dans de nombreux pays, les inégalités de revenus (ODD 10) restent encore source de préoccupation.

⁴ D'autres approches fournissent des solutions concernant d'autres aspects de la chaîne de valeur, de façon complémentaire, telles que les chaînes de valeur tenant compte des questions de genre de la FAO. Pour davantage d'informations, voir: <https://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1175525/>.

10. La garantie de systèmes agroalimentaires durables dans la région Europe et Asie centrale passe par la protection des citoyens et du climat. On observe des lacunes et des carences dans les programmes de durabilité connexes. Les plus grands défis dans la région pour la sécurité alimentaire sont, comme indiqué, l'excès pondéral, l'obésité et les inégalités (FAO, 2021b). Ils sont le résultat et la cause de problèmes à la fois d'accessibilité et de disponibilité d'aliments sains dans la région. L'accès à la nourriture est limité, d'une part par le coût plus élevé d'une alimentation saine par rapport à une mauvaise alimentation (FAO *et al.*, 2021) et, d'autre part, par une mauvaise compréhension de ce qu'est une alimentation saine. L'offre et la demande d'aliments variés devraient d'une manière ou d'une autre rester en équilibre pour que la demande accrue d'aliments sains ne provoque pas l'augmentation de leurs prix par rapport aux aliments de mauvaise qualité. Les transformations des systèmes agroalimentaires devraient par ailleurs être durables du point de vue environnemental.

11. La dernière vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition (*Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021*) aborde toutes les formes de malnutrition, mais aussi les modes d'alimentation et le coût des aliments pour les individus, la société, la planète. On retrouve ces défis nutritionnels dans toute la région, y compris en Europe occidentale et orientale, en Asie centrale et dans le Caucase. Les régimes alimentaires de mauvaise qualité et les mauvaises habitudes alimentaires dans toute la région exacerbent les maladies non transmissibles. La capacité actuelle de la région à réaliser la cible de l'ODD 2.1 relative à la malnutrition reste incertaine. Une part de la population de la région Europe et Asie centrale est toujours laissée de côté, en dépit des efforts de promotion d'une alimentation saine via des systèmes agroalimentaires durables.

III. Solutions intégrant la nutrition

12. Des solutions adaptées au contexte sont nécessaires pour relever l'ensemble des défis nutritionnels de la région. Les solutions novatrices proposées par le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et les initiatives mises en évidence par les voies nationales de transformation des systèmes alimentaires du Sommet offrent des possibilités et un potentiel au sein de la région.

13. Certaines voies nationales mettent notamment en évidence l'engagement stratégique relatif à l'amélioration de la qualité des aliments ou à la priorité au développement d'améliorations de la qualité des aliments. D'autres voies nationales font référence à l'amélioration de la nutrition, visant en particulier les femmes, les enfants, les migrants et les demandeurs d'asile. L'accent a été mis sur la sensibilisation de la population en ce qui concerne la sécurité alimentaire des aliments et la bonne nutrition, et plus particulièrement sur les jeunes. Il a été démontré que la résilience peut être renforcée grâce à des investissements dans les systèmes agroalimentaires qui intègrent la nutrition. Certaines voies nationales de la région attirent aussi l'attention sur les canaux d'intervention qui peuvent aider à contribuer à la transformation des chaînes de valeur et des systèmes agroalimentaires dans leur ensemble.

14. Les idées de changement radical axées sur la nutrition identifiées lors de la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (Nations Unies, 2021a) incluent, notamment:

- des services agricoles intégrant l'enjeu nutritionnel dispensés par des agents de vulgarisation agricole, des conseillers, et des agriculteurs pilotes («agents de première ligne»);
- d'accroître la production et la consommation de fruits et légumes en faveur des moyens d'existence et de la santé;
- d'augmenter la consommation de fruits et légumes au moyen de subventions au niveau des consommateurs; et
- de renforcer et intégrer la comptabilisation des coûts réels pour redéfinir les valeurs dans les systèmes agroalimentaires.

15. Le Groupe de travail technique sur les chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel des organismes ayant leur siège à Rome (OSR) développe un soutien complémentaire aux systèmes agroalimentaires de la région Europe et Asie centrale pour faire face aux carences en nutriments. Leurs

efforts sont emblématiques dans la région. Les OSR ont déjà lancé un serveur d'outils pratiques promouvant une alimentation saine. Le cadre sur les chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel (FAO, 2018) – qu'on appelle aussi «chaînes de valeur alimentaires durables au service de la nutrition» – représente un cadre commun adopté par les OSR grâce à une collaboration pour le développement de systèmes agroalimentaires durables au service d'une alimentation saine.

16. La stratégie «De la ferme à la table» de l'Union européenne (Commission européenne, 2022) représente une approche clé conçue et mise en œuvre au moyen d'un cadre politique qui place l'alimentation saine et la nutrition au cœur d'objectifs de croissance stratégiques plus vastes, tels que définis dans les engagements du Pacte vert européen pour les ODD. La stratégie «De la ferme à la table» énonce qu'elle «traite de façon détaillée des difficultés que soulève la mise en place de systèmes alimentaires durables et reconnaît les liens inextricables entre des personnes en bonne santé, des sociétés en bonne santé et une planète en bonne santé».

17. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de la stratégie «De la ferme à la table» pourraient être pertinents au niveau international. La stratégie «De la ferme à la table» consiste en la coordination d'une politique relative aux systèmes alimentaires durables commune et cohérente pour près d'un demi-milliard d'individus provenant de 27 États souverains différents, relativement bien développés et interconnectés. La logique de la stratégie «De la ferme à la table» exerce également une forte influence sur les voisins de l'Union européenne. L'importance accordée aux normes nutritionnelles dans cette stratégie devrait par exemple aider à orienter la transformation des systèmes agroalimentaires pour les pays non membres de l'Union européenne par le biais de la stabilisation et d'accords d'association avec les Balkans occidentaux.

18. En raison de la pandémie de covid-19, le Conseil de la Commission économique eurasienne a récemment pris des mesures afin de créer un groupe de travail sur l'approvisionnement opérationnel des biens agricoles au sein des pays de l'Union économique eurasiatique (UUEA) visant à faire face aux déficits alimentaires dans les marchés intérieurs de ces pays en temps de crise. À l'heure actuelle, l'accent est mis sur la situation commerciale, économique, vétérinaire, sanitaire et épidémiologique. Toutefois, il représente aussi une instance où la disponibilité des aliments sains dans les États Membres peut être débattue dans le cadre des politiques commerciales.

19. La région Europe et Asie centrale est chargée de traduire ses riches connaissances nutritionnelles en mesures novatrices sur le terrain, dans tous les pays. Des solutions intégrant davantage la nutrition doivent être adoptées, pour instaurer plus de succès nutritionnels nationaux démontrant que les systèmes agroalimentaires de la région Europe et Asie centrale peuvent véritablement devenir durables et que personne ne sera laissé pour compte par cette transformation.

IV. Changer la donne pour les systèmes agroalimentaires de la région Europe et Asie centrale

20. Le renforcement des approches intégrant l'enjeu nutritionnel pour tous nécessite des portefeuilles complets de politiques, d'investissements et de lois opérant sur plusieurs voies simultanément. Ces efforts sont complexes et ambitieux, notamment parce que l'adoption d'approches multisectorielles est nécessaire. Toutefois, ils représentent aussi le meilleur et unique moyen de mettre en synergie les incidences socioéconomiques et environnementales et d'atténuer leurs effets indésirables.

21. Une matrice de mesures d'interventions pourrait offrir la possibilité aux pays de piocher dans un menu de politiques et d'outils pratiques promouvant les systèmes agroalimentaires intégrant l'enjeu nutritionnel. Une matrice de mesures à la carte nécessiterait des canaux de travail crédibles pour les parties prenantes. Les voies nationales en place peuvent aider à la mise en pratique des idées. Ils représentent des composantes de chaînes de valeur alimentaires (production alimentaire, transformation, distribution, commercialisation et livraison) dans lesquelles les interventions peuvent se produire pour améliorer les approches intégrant l'enjeu nutritionnel.

22. La voie à suivre pour des systèmes agroalimentaires durables et favorables à une alimentation saine dans la région Europe et Asie centrale présentée ici implique de s'appuyer sur des soutiens existants grâce aux canaux de communication des politiques éprouvés et fortement liés aux chaînes de valeur alimentaires.

4.1. *Des chaînes de valeur novatrices*

23. Les chaînes de valeur peuvent être courtes ou longues selon qu'on les mesure par leur couverture géographique ou le nombre de transactions qu'elles représentent. Elles peuvent être établies sur la base d'accords contractuels formels ou sur des accords verbaux informels reposant sur la confiance. Elles peuvent être construites sur des accords institutionnels, notamment des certifications et des normes (par exemple, certification biologique, indications géographiques, certifié issu du commerce équitable, Slow Food). Les chaînes de valeurs sont constituées d'un large éventail de mécanismes organisationnels qui renferment le potentiel de fournir de meilleurs résultats économiques et socio-environnementaux à valeur ajoutée (FAO, 2021b).

24. Une masse critique de connaissances peuvent orienter les transformations des chaînes de valeur alimentaires afin de contribuer à l'amélioration de la nutrition. Dans les réflexions majeures à ce sujet, on retrouve une vue d'ensemble du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) qui synthétise la base de renseignements dont disposent les organismes ayant leur siège à Rome sur la réalisation des résultats nutritionnels dans les chaînes de valeur (CSA, 2016). Le CSA a identifié quatre options stratégiques pour transposer à plus grande échelle la nutrition, en modernisant les approches d'amélioration des chaînes de valeur:

Confirmer les défis nutritionnels et concevoir un appui pour stimuler l'offre et la demande alimentaires afin de combler les lacunes alimentaires identifiées.	Adopter un ciblage de produit dans différentes chaînes de valeur , incluant les pertes et le gaspillage alimentaire, en vue d'améliorer l'alimentation de façon globale .
Aller au-delà du ciblage des groupes économiquement actifs et ne laisser personne de côté en répondant aux besoins des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel.	Élargir le concept de valeur d'une optique purement économique à une optique qui intègre les dimensions de nutrition , de santé, d'égalité et d'environnement.

Source : (CSA, 2016)

4.2. *Stimuler l'offre et la demande d'aliments nutritifs*

25. La consommation d'aliments variés et nutritifs augmente lorsque les individus sont plus conscients de leurs avantages pour la santé, lorsque les aliments nutritifs deviennent plus abordables et désirables (grâce à des revenus plus élevés ou des prix plus bas), et lorsqu'ils sont disponibles localement. En ce sens, toutes les parties prenantes du système agroalimentaires jouent un rôle et les producteurs, les fabricants, les commerçants et les consommateurs (les femmes en particulier) représentent des acteurs clés. Les politiques peuvent façonner leurs agissements. Des problèmes nutritionnels spécifiques peuvent se poser dans des régions déterminées ou des cohortes de population données (par exemple la teneur en fer). Ils impliquent la mise en place d'interventions dédiées de la part des pays. Malgré tout, les exigences génériques d'alimentation saine pertinentes pour la région Europe et Asie centrale impliquent un apport plus élevé d'aliments d'origine végétale et à faible teneur en matières grasses, notamment des fruits et légumes⁵. Il est essentiel non seulement de faire mieux connaître les avantages des aliments sains, mais aussi de faire en sorte que ces aliments soient plus disponibles et plus abordables pour les groupes vulnérables, en particulier en tenant compte de la forte

⁵ Des informations considérables sur les politiques permettant d'accroître la consommation de fruits et légumes ont été identifiées pendant l'Année internationale des fruits et légumes. Pour de plus amples informations, consulter <https://www.fao.org/fruits-vegetables-2021/fr/>.

incidence de la pauvreté et des inégalités de revenus dans la région. En ce sens, la politique commerciale joue un rôle essentiel pour créer des aliments nutritionnels variés (notamment des aliments frais et nutritifs) disponibles toute l'année. L'approche garantissant que nul ne soit laissé pour compte implique qu'une alimentation saine ne devrait pas être un privilège des ménages les mieux informés avec des revenus plus élevés, mais un droit humain fondamental dans la région.

26. Sur le front de l'offre, les politiques devraient promouvoir la diversification de la production en partant du problème nutritionnel et à sa relation à la consommation excessive ou insuffisante d'aliments essentiels qui compromettent la qualité de l'alimentation, la valeur ajoutée et le commerce (FAO, 2021b). Certaines transformations alimentaires ont été proposées lors de la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires par le biais de solutions novatrices (Nations Unies, 2021a), notamment l'appui au changement systémique des systèmes alimentaires via des services de vulgarisation agricole. En effet, une mauvaise compréhension des aliments nutritifs chez les vulgarisateurs et d'autres acteurs des chaînes de valeur entrave l'éventualité d'une production plus élevée d'aliments variés et nutritifs. En ce sens, le renforcement des capacités des services de vulgarisation existants pour créer et partager des solutions nutritionnelles ajustées aux besoins nationaux ou locaux offre des points d'entrée afin de travailler aussi bien avec les acteurs de l'offre que de la demande dans les chaînes de valeur alimentaires. Des outils pertinents sont disponibles pour accroître la sensibilisation dans les services de vulgarisation au sujet des moyens pratiques d'intégrer les considérations nutritionnelles. Ils incluent les modules de formation de vulgarisation intégrant l'enjeu nutritionnel du Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS, 2022) et les cours en ligne des organismes ayant leur siège à Rome pour aider les services de vulgarisation à stimuler la compréhension des chaînes de valeur tenant compte de la nutrition.

4.3. *Encourager une approche responsable*

27. Au cours des dernières décennies, des préoccupations mondiales ont émergé au sujet des impacts sociaux, économiques et environnementaux négatifs, notamment concernant les communautés locales déplacées à cause de l'accaparement des terres, de la monoculture détériorant la biodiversité ou de l'accroissement de la consommation d'aliments peu coûteux et malsains. Plusieurs principes, directives et outils ont été proposés par différentes instances pour aborder ces questions, chacune ciblant un public différent. Par exemple, les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition ont été développés par un large éventail d'acteurs, comme les gouvernements, les entreprises, la société civile, et ciblent les parties prenantes. Le Code de conduite de l'Union européenne pour des pratiques entrepreneuriales et commerciales responsables (Code de conduite de l'Union européenne)⁶ a été élaboré dans un cadre à parties prenantes multiples. Le Guide pour des filières agricoles responsables mis au point par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO (Guide OCDE-FAO) (OCDE/FAO, 2016) a été conçu avec l'appui d'un groupe consultatif multipartite et est désormais un cadre pour les entreprises au niveau international. Ensemble, de telles initiatives démontrent que les parties prenantes souhaitent non seulement comprendre comment l'approvisionnement peut avoir une incidence sur la société et l'environnement, mais souhaitent aussi prendre des mesures pour combler leurs lacunes.

28. Le principal objectif du Guide OCDE-FAO, norme internationale phare du secteur en matière de vérification préalable, risque et développement est d'aborder les risques sociaux et environnementaux dans les chaînes d'approvisionnement et d'encourager le développement. Lancé en 2016, le Guide OCDE-FAO a été élaboré conjointement par l'OCDE et la FAO à l'issue d'un processus de deux ans mené par un groupe consultatif multipartite qui a réuni notamment des gouvernements, des investisseurs, des entreprises agroalimentaires, des organisations d'agriculteurs et des organisations de la société civile. Pour permettre à un plus grand nombre d'intervenants d'y

⁶ Le Code de conduite de l'Union européenne est très pertinent pour le présent document étant donné que son premier objectif est la délivrance d'une alimentation saine et équilibrée pour tous les consommateurs européens, contribuant ainsi à faire reculer la malnutrition et les maladies non transmissibles découlant de l'alimentation au sein de l'Union européenne.

participer, une consultation publique a permis de recueillir les contributions d'un large éventail d'acteurs (OECD, 2022).

29. Le Guide OCDE-FAO fournit un cadre commun et constitue une référence applicable au niveau mondial pour la mise en œuvre de pratiques commerciales responsables dans les filières agricoles. Il porte sur plusieurs domaines essentiels au commerce et au développement dans le secteur agricole et illustre les répercussions dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et la nutrition, les droits humains et les droits des travailleurs (notamment le travail des enfants), les questions de genre, le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles (notamment la déforestation), la gouvernance, le bien-être animal, les droits fonciers, la technologie et l'innovation, etc. Le Guide FAO-OCDE reprend des normes existantes relatives à la conduite responsable des entreprises telles que les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts et les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture.

Le cadre en cinq étapes pour l'exercice du devoir de diligence basé sur les risques:

- s'appuie sur l'adaptation des modèles économiques pour identifier, évaluer, atténuer et prévenir les incidences dans la chaîne d'approvisionnement;
- hiérarchise les priorités selon la gravité et le degré de probabilité que l'impact se produise;
- tient compte de l'influence et des effets causés, favorisés aux activités de l'entreprise ou liés à celles-ci;
- est souple et s'adapte à des entreprises de différentes tailles, de différents contextes, etc;
- est dynamique – il s'agit d'un processus continu, qui répond aux besoins et évolue selon les engagements des parties prenantes;
- considère le retrait comme une solution de dernier recours.



1. **Établir des systèmes de gestion performants**
2. **Identifier, évaluer et hiérarchiser les risques associés aux filières agricoles**
3. **Concevoir et mettre en œuvre une stratégie pour gérer les risques identifiés**
4. **Vérifier le devoir de diligence concernant la filière**
5. **Publier un rapport sur l'exercice du devoir de diligence dans la filière**

Cadre en cinq étapes pour l'exercice du devoir de diligence basé sur les risques. Source (OCDE/FAO, 2016)

30. Depuis son lancement, le Guide OCDE-FAO a été traduit en 11 langues et mentionné dans les politiques et initiatives de plus de 60 gouvernements, sans compter la Commission européenne, le Groupe des 7 (G7), le Groupe des 20 (G20) et l'Union africaine. En 2021, le Guide OCDE-FAO a été intégré dans le Code de conduite – qui matérialise l'engagement du secteur privé à l'égard de la Stratégie «De la ferme à la table» – en tant que référence centrale dans le domaine agricole pour les entreprises et en ce qui concerne les vérifications préalables nécessaires.

31. Le secteur public joue un rôle à jouer dans le façonnement de la transformation des systèmes agroalimentaires, mais le secteur privé constitue le moteur actuel de croissance, notamment par le biais des investissements de petits exploitants. Les vérifications préalables effectuées par les entreprises et la conduite responsable des entreprises sont essentielles à la transformation des systèmes agroalimentaires, notamment pour la production d'aliments variés et nutritifs, en ne laissant personne de côté. D'après des recherches empiriques, Barrett *et al.* (2012) identifie des étapes dans les choix d'emplacement et de partenaires de la part d'entreprises privées pour le développement de chaînes de valeur qui n'offrent pas de garantie de croissance inclusive. La FAO a également noté, d'ailleurs, que les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial, les indications géographiques et les *presidi Slow Food* ne font pas de référence spécifique à l'approche garantissant que nul ne soit laissé pour compte ou à une alimentation saine (FAO, 2020). Plus récemment, Meemken *et al.* (2021) ont trouvé que les normes volontaires de durabilité les plus connues sont insuffisantes en soi pour faire progresser les objectifs d'équité dans les filières agroalimentaires. Des approches innovantes responsables sont nécessaires pour accroître la disponibilité des aliments sains, notamment par le biais de législations contraignantes à l'adoption de pratiques durables.

32. Le Code de conduite de l'Union européenne a été élaboré comme une contribution volontaire pour le secteur privé à la Stratégie «De la ferme à la table» et invite les associations d'entreprises et les entreprises à volontairement «apporter leur contribution pour transformer les systèmes alimentaires dans lesquels elles opèrent au sein de leur sphère d'influence» (Commission européenne, 2021), notamment via des mesures améliorant la disponibilité des aliments sains. Le Code de conduite illustre bien la façon dont le secteur privé répond à l'attente qu'à moins qu'une approche proactive ne soit entreprise, des réglementations plus strictes pourraient suivre au niveau législatif. Il laisse entendre que les consommateurs, les gouvernements et la société civile exercent une pression positive sur les entreprises des systèmes agroalimentaires pour l'adoption volontaire d'approches responsables.

33. Utiliser le cadre en cinq étapes afin de promouvoir les chaînes d'approvisionnement intégrant l'enjeu nutritionnel impliquerait l'identification de potentielles incidences négatives relatives à la nutrition provenant d'opérateurs de la chaîne d'approvisionnement. Des recherches devraient être menées pour les identifier. Les candidats potentiels peuvent être des chaînes de valeur susceptibles de réduire la disponibilité d'aliments variés et nutritifs dans les communautés locales ou substituant des cultures commerciales exotiques consommées ailleurs sur la planète aux aliments produits localement et importants pour l'alimentation locale. L'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel pourrait aider à identifier ces incidences négatives. Par exemple, alors que le choix des chaînes de valeur conventionnelles se concentre sur un produit ou une marchandise, une couverture de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel implique d'aborder plusieurs produits, voire de combiner différentes chaînes de valeur, ce qui dans les deux cas, améliore la disponibilité des aliments variés et nutritifs (FAO, 2021b).

4.4. Améliorer la nutrition et permettre une alimentation abordable pour tous

34. Les objectifs de l'approche garantissant que nul ne soit laissé pour compte au service de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel peuvent progresser grâce à la proposition du CSA (CSA, 2016) d'aller au-delà d'un ciblage des groupes économiquement actifs en répondant aux besoins des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel. Les frontières de ces groupes peuvent se chevaucher, mais ils ne sont pas identiques. Des améliorations au niveau de la productivité peuvent améliorer la situation nutritionnelle, notamment pour les groupes les plus vulnérables, par le biais d'une augmentation des revenus ou d'une baisse des prix des aliments, mais cela n'est pas garanti. Se

concentrer sur l'amélioration de la nutrition pour les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel peut impliquer des compromis en termes d'allocation des ressources et de résultats des systèmes agroalimentaires, notamment concernant les impacts environnementaux et les bénéfices commerciaux – d'où le besoin de partenariats ciblés afin d'accroître l'efficacité, la complémentarité, la cohérence et la coordination des interventions (CSA, 2016).

35. L'option d'accroître la consommation de fruits et légumes par le biais de subventions au niveau des consommateurs est énoncée dans une autre solution novatrice (Nations Unies, 2021a) visant la nutrition pour tous. Il peut s'agir par exemple de subventions pour les fruits ou les légumes (sous forme de cartes de paiement ou via une application pour téléphone mobile) qui pourraient être utilisées pour acheter des fruits et légumes. Repris par le Ministère chilien du Développement social et de la famille, l'approche garantissant que nul ne soit laissé pour compte avec des subventions au niveau des consommateurs comble des lacunes en termes de pouvoir d'achat au service de la nutrition.

36. Des mesures de protection sociale telles que des subventions au niveau des consommateurs et des incitations en espèces⁷ constituent des éléments efficaces au sein des systèmes agroalimentaires pour aider à faire face aux coûts plus élevés réels et perçus des aliments sains. Une alimentation saine peut s'avérer plus coûteuse qu'une mauvaise alimentation (FAO *et al.*, 2021) et cet obstacle laissera des personnes de côté au moment de la transposition à des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel. Pour la FAO, les coûts nutritionnels représentent donc une priorité majeure, énoncée dans la quatrième voie de transformation tirée de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021* (FAO et FIDA, 2021) qui vise à intervenir le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire en vue de réduire le coût des aliments nutritifs et de rendre l'alimentation saine plus abordable.

37. Les approches globales en faveur de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel devraient inclure des mesures favorisant la réduction des coûts des aliments sains, de la production jusqu'à la consommation, en veillant à protéger les revenus et à faciliter l'accès égal aux chaînes de valeur ne laissant personne de côté. Les chaînes de valeur sont lacunaires dans leur capacité à progresser sur les objectifs d'équité (Meemken *et al.*, 2021) et des mesures correctives efficaces visant à ne laisser personne de côté sont nécessaires au sein des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel.

38. La solution innovante du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires consacrée au renforcement et à l'intégration de la comptabilisation des coûts réels pour redéfinir les valeurs dans les systèmes alimentaires prône de rendre les aliments sains plus centraux pour tous les consommateurs, en protégeant la société et l'environnement et en accroissant les bénéfices économiques pour les acteurs de la chaîne de la valeur. Il est possible d'élargir le concept de valeur en passant d'une optique purement économique à une optique englobant les dimensions de nutrition, de santé, d'égalité et d'environnement, grâce à la comptabilisation des coûts réels (Nations Unies, 2021d). La malnutrition et les maladies non transmissibles représentent des externalités coûteuses pour les systèmes alimentaires, et la mesure systémique des coûts positifs et négatifs et des avantages issus de la comptabilisation des coûts réels peut faciliter le recours à des choix durables de la part des gouvernements et des acteurs du marché. Grâce à des précédents internationaux tels que l'adoption par les Nations Unies d'une comptabilisation écosystémique, la comptabilisation des coûts réels pourrait rester sur la table afin de garantir que nul ne soit laissé pour compte lors du développement des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel.

4.5. *Développer des chaînes de valeur tenant compte des enjeux nutritionnels*

39. Un ensemble de solutions novatrices intégrant l'enjeu nutritionnel ont été établies et peuvent être appliquées dans les pays de la région Europe et Asie centrale afin de transformer les systèmes agroalimentaires (Nations Unies, 2021c, 2021a). De tels outils d'intervention politique peuvent être adoptés dans les cadres de gouvernance alimentaire des États Membres, au sein des voies nationales présentées lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (Nations Unies, 2021b).

⁷ Les incitations en espèces récompensent les consommateurs qui réduisent leur consommation d'aliments mauvais pour la santé (Flores et Rivas, 2017).

Ces dernières concernent la Communauté des États indépendants, l'Asie centrale, le Caucase et l'Europe et démontrent que les canaux politiques et les initiatives alimentaires instaurés au niveau national peuvent profiter aux chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel (et vice-versa).

40. Selon l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel, il convient de placer les besoins nutritionnels au cœur du développement des chaînes de valeur. Il est possible d'appliquer cette approche tout en reconnaissant la nécessité de promouvoir des produits rentables, bénéficiant d'une demande favorable, potentielle ou réelle et pouvant être produits de façon durable et sensible à l'égalité des sexes. La prise en compte de ces questions soulève un certain nombre d'éléments pour le développement durable de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel:

- Choix du produit: Mettre l'accent sur les aliments qui ont non seulement un potentiel commercial, mais peuvent aussi répondre aux besoins nutritionnels de la population cible.
- Définition du groupe cible: Inclure non seulement les producteurs, mais également les consommateurs des aliments produits.
- Choix des points de vente: S'appuyer sur le potentiel des marchés au service de la nutrition et cibler les marchés où les consommateurs vulnérables sur le plan nutritionnel achètent leurs aliments, comme les marchés locaux/traditionnels.
- Interventions au niveau de la demande: Élargir le concept de demande en intégrant, en plus de la demande du marché, la conception de mesures relatives aux barrières potentielles à la consommation d'aliments nutritifs (par exemple: sensibilisation nutritionnelle, questions d'acceptabilité et d'intérêt).

V. Recommandations en matière de politiques adressées aux Membres

41. La mise en œuvre d'expériences nutritionnelles concluantes démontrant la possibilité de la transformation vers des systèmes agroalimentaires durables en ne laissant personne de côté dans la région Europe et Asie centrale doit permettre l'adoption de connaissances liées aux solutions intégrant l'enjeu nutritionnel. Les solutions intégrant l'enjeu nutritionnel doivent aborder plusieurs aspects, impliquer plusieurs facteurs et s'appliquer le long de plusieurs voies de façon simultanée. Les solutions novatrices doivent fournir et assurer une alimentation saine pour tous, la nutrition pour les plus vulnérables, des aliments salubres pour tous, la réduction des pertes et du gaspillage alimentaire et un commerce et des marchés transparents. La réalisation de ces objectifs suppose des solutions bâties autour des chaînes de valeurs intégrant l'enjeu nutritionnel qui minimisent le risque d'exclusion.

42. Ce document d'information a mis en évidence que l'approche de chaînes de valeurs durables intégrant les résultats nutritionnels représente un moyen efficace d'identifier des interventions de transformation des systèmes agroalimentaires garantissant que nul ne soit laissé pour compte. Il recommande en particulier aux Membres de:

Transposer à plus grande échelle l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel afin d'identifier les défis nutritionnels et les solutions possibles

43. L'approche de chaînes de valeur tenant compte de la nutrition repose sur la compréhension des enjeux nutritionnels relatifs aux modes de consommation et à la qualité de l'alimentation. Cela permet d'identifier et de classer par ordre de priorité des produits alimentaires spécifiques à même de répondre aux lacunes alimentaires associées aux problèmes nutritionnels. Dans le cadre des résultats, il convient de s'assurer que nul ne soit laissé pour compte pendant le cycle de vie de la chaîne de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel et de cibler les investissements améliorant l'efficacité des chaînes d'approvisionnement, notamment au niveau de l'augmentation de l'offre et de la demande de fruits et légumes, et de la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires.

Appuyer la conception d'outils, de mécanismes ou d'instruments volontaires encourageant l'adoption de conduites responsables pour les entreprises et de mécanismes institutionnels de vérification préalable axés sur les risques, en se concentrant sur les approches nutritionnelles

44. Des boîtes à outils de bonnes pratiques ont été élaborées et peuvent être adaptées à cet objectif. Par exemple, le cadre en cinq étapes pour l'exercice du devoir de diligence basé sur les risques du Guide OCDE-FAO et le Code de conduite de l'Union européenne qui encourage les acteurs des chaînes de valeur à adopter des approches responsables. Il conviendrait de mener des recherches afin d'identifier les éléments pertinents des Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, de l'approche des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel, du cadre de la FAO sur les chaînes de valeur tenant compte de la parité hommes-femmes, du Guide OCDE-FAO et du Code de conduite de l'Union européenne qui pourraient être combinés pour élaborer un cadre visant à améliorer les résultats nutritionnels des chaînes de valeur agroalimentaires du secteur privé, en ne laissant personne de côté.

Renforcer les capacités des chaînes de valeurs intégrant l'enjeu nutritionnel dans les services agricoles et autres services de vulgarisation afin de transformer les systèmes agroalimentaires et de combler les lacunes de compréhension des techniques pratiques de production d'aliments variés et à valeur nutritionnelle élevée

45. Le renforcement des services de vulgarisation existants pour créer et partager des solutions nutritionnelles adaptées aux besoins nationaux et locaux représente un point d'entrée aussi bien pour les acteurs de la demande que ceux de l'offre dans les chaînes de valeurs alimentaires. On pourrait apporter des formations et des ressources aux services de vulgarisation des pays d'Europe et d'Asie centrale à cet effet. Les services de vulgarisation peuvent être menés dans des agences vétérinaires et de protection des végétaux en Ouzbékistan par exemple, ou dans des services consultatifs agricoles financés par les États des Membres de l'Union européenne et dans les réseaux ruraux nationaux de transformation des chaînes d'approvisionnement alimentaires (Giorgi, 2021).

Incorporer dans les efforts d'alignement des politiques alimentaires en cours (y compris les politiques commerciales) un concept de «valeur» dépassant l'optique purement économique et intégrant la nutrition, la santé et les valeurs sociales et environnementales

46. Les coûts perçus des régimes alimentaires sains peuvent être plus élevés que ceux des régimes alimentaires moins variés et de valeur nutritionnelle inférieure. Cette contrainte peut être allégée par l'approche de transposition à des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel. La malnutrition et les maladies non transmissibles génèrent des externalités coûteuses des systèmes agroalimentaires qui ne sont pas reflétées dans les prix des aliments. La quatrième voie de transformation reprise de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021* y est consacrée et promeut des investissements le long des chaînes de valeur en vue de réduire le coût des aliments nutritifs et de rendre l'alimentation saine plus abordable. Le développement global de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel devrait inclure des mesures visant à réduire les coûts des aliments nutritifs le long des chaînes de valeur, de la production jusqu'à la consommation. Il pourrait s'agir par exemple de renforcer et d'intégrer la comptabilisation des coûts réels afin de redéfinir les valeurs dans les systèmes alimentaires. Au sein des Nations Unies, il existe un précédent de solution novatrice similaire aux résultats profitant potentiellement à tous, en permettant que les aliments nutritifs deviennent plus abordables et en stimulant les bénéfices économiques pour les acteurs de la chaîne de valeur. Les résultats de la comptabilisation des coûts réels peuvent donc contribuer à réduire le risque de laisser des personnes de côté pendant le développement des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel.

Relever le niveau d'ambition concernant les résultats nutritionnels en ciblant non seulement les groupes économiquement actifs, mais aussi les groupes les plus vulnérables et leurs besoins nutritionnels

47. L'intégration du principe garantissant de ne laisser personne de côté dans l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel améliorerait le potentiel de réalisation des ODD en

encourageant une alimentation plus saine pour tous. Les mesures de protection sociale telles que les subventions au niveau des consommateurs et les incitations en espèces ont démontré leur efficacité aussi bien grâce à leurs résultats sur l'augmentation de la consommation de fruits et légumes qu'à leur rôle dans la perception, réelle ou subjective, des prix des aliments sains. Pour relever le niveau d'ambition, il convient d'adopter des législations plus strictes visant à améliorer la valeur nutritionnelle des chaînes d'approvisionnement alimentaires, telles que proposées dans le Code de conduite européen qui amorce le développement et l'adoption d'approches volontaires innovantes.

48. Pour appuyer la mise en œuvre des recommandations formulées ci-dessus, les Membres

demandent à la FAO:

- d'aider les pays d'Europe et d'Asie centrale à transposer à plus grande échelle l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires, et comme partie intégrante des quatre priorités de la région et de la mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO;
- de concevoir des outils, mécanismes ou instruments volontaires encourageant l'adoption de conduites responsables pour les entreprises et de mécanismes institutionnels de vérification préalable axés sur les risques, en se concentrant sur les approches nutritionnelles;
- de fournir une assistance technique à l'appui des services de vulgarisation et de conseil existants en Europe et en Asie centrale pour la mise au point de solutions tenant compte de la nutrition dans le développement de chaînes de valeurs;
- de promouvoir l'établissement d'une norme de mesure internationale de fixation des prix juste reposant sur un processus de consensus scientifique et de façon à s'aligner aux gouvernements et parties prenantes;
- de faciliter le partage des connaissances et le renforcement des capacités et promouvoir les investissements dans l'approche de chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel; et
- d'identifier et mettre en commun les meilleures pratiques en matière de mesures de protection sociale qui améliorent l'accès à une alimentation saine en ne laissant personne de côté.

49. Ces recommandations peuvent être adoptées dans des initiatives expérimentales minutieusement conçues afin d'informer et de préparer le terrain en vue de l'intégration et de la transposition à plus grande échelle. Combinées, elles renforceraient les capacités internes des pays à appliquer des approches globales pour des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel, impliquant toutes les parties prenantes du système agroalimentaire et appuyées par des mesures de protection sociale. Les voies nationales des pays d'Europe et d'Asie centrale représentent de potentiels canaux d'interventions pouvant être actualisés afin de mettre en pratique de telles recommandations politiques et de ne laisser personne de côté pendant la transformation des chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel et des systèmes agroalimentaires.

VI. Références bibliographiques

- Barrett, C.B., Bachke, M.E., Bellemare, M.F., Michelson, H.C., Narayanan, S. & Walker, T.F.** 2012. Smallholder Participation in Contract Farming: Comparative Evidence from Five Countries. *World Development*, 40(4): 715–730. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2011.09.006>
- CFS.** 2016. *Inclusive value chains for sustainable agriculture and scaled up food security and nutrition outcomes - background document*. (also available at <https://www.fao.org/3/mr587e/mr587e.pdf>).
- European Commission.** 2021. EU Code of Conduct on Responsible Food Business and Marketing Practices. In: *Food Safety* [online]. https://ec.europa.eu/food/horizontal-topics/farm-fork-strategy/sustainable-food-processing/code-conduct_en
- European Commission.** 2022. *Farm to Fork Strategy* [online]. https://ec.europa.eu/food/horizontal-topics/farm-fork-strategy_en
- European Parliament.** 2021. European Parliament resolution of 10 March 2021 with recommendations to the Commission on corporate due diligence and corporate accountability. In: *Texts adopted - Corporate due diligence and corporate accountability - Wednesday, 10 March 2021* [online]. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0073_EN.html
- FAO.** 2018. *Rome-based Agencies' collaboration on Sustainable Food Value Chains for Nutrition*. Rome, Italy, FAO, WFP, IFAD, Biodiversity. 4 pp. (also available at <https://www.fao.org/documents/card/en/c/I9292EN>).
- FAO.** 2020. *Globally Important Agricultural Heritage Systems, Geographical Indications and Slow Food Presidia*. Rome, FAO. (also available at <https://www.fao.org/3/cb1854en/cb1854en.pdf>).
- FAO.** 2021a. *Europe and Central Asia – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021: Statistics and trends*. Europe and Central Asia – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2021. Budapest, Hungary, FAO. 65 pp. <https://doi.org/10.4060/cb7493en>
- FAO.** 2021b. *Better production to increase access to diverse and nutritious food*. (also available at <https://www.fao.org/3/ni011en/ni011en.pdf>).
- FAO.** 2021c. New FAO-led food security and nutrition report for Europe and Central Asia elaborates on the costs of a healthy diet | FAO Liaison Office in Brussels | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. In: *FAO Liaison Office in Brussels* [online]. <https://www.fao.org/brussels/news/detail/fr/c/1398790/>
- FAO & IFAD.** 2021. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2021: Transforming food systems for food security, improved nutrition and affordable healthy diets for all*. The State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI) 2021. Rome, Italy, FAO. 240 pp. <https://doi.org/10.4060/cb4474en>
- FAO, WFP, UNECE, UNICEF, WHO, & WMO.** 2021. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2020*. FAO, WFP, UN, UNICEF, WHO and WMO. <https://doi.org/10.4060/cb3849en>
- Flores, M. & Rivas, J.** 2017. Cash Incentives and Unhealthy Food Consumption. *Bulletin of Economic Research*, 69(1): 42–56. <https://doi.org/10.1111/boer.12085>
- GFRAS.** 2022. Nutrition-sensitive Extension Library. In: *GFRAS* [online]. <https://www.g-fras.org/en/home-nwg-library.html>
- Giorgi, M.D.** 2021. The Farm-to-Fork Strategy and cooperation in the agri-food supply chain. In: *The European Network for Rural Development (ENRD) - European Commission* [online].

https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/farm-fork-strategy-and-cooperation-agri-food-supply-chain_en

Meemken, E.-M., Barrett, C.B., Michelson, H.C., Qaim, M., Reardon, T. & Sellare, J. 2021. Sustainability standards in global agrifood supply chains. *Nature Food*, 2(10): 758–765. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00360-3>

OECD. 2022. Public consultation on the FAO-OECD guidance for responsible agricultural supply chains - OECD. In: *OECD* [online]. <https://www.oecd.org/investment/fao-oecd-guidance-consultation.htm>

OECD/FAO. 2016. *OECD-FAO Guidance for Responsible Agricultural Supply Chains | FAO | Food and Agriculture Organization of the United Nations* [online]. <https://www.fao.org/markets-and-trade/areas-of-work/emerging-trends-challenges-and-opportunities/oecd-fao-guidance-for-responsible-agricultural-supply-chains/en/>

United Nations. 2021a. Potential game changing and systemic solutions: a second compilation. In: *Food Systems Summit 2021 Community* [online]. United Nations Food Systems Summit Action Track 1: Ensure Access to Safe and Nutritious Food for All. <https://foodsystems.community/members/anoukdevries/activity/5298/>

United Nations. 2021b. Member State Dialogue Convenors and Pathways. In: *Food Systems Summit Dialogues* [online]. <https://summitdialogues.org/overview/member-state-food-systems-summit-dialogues/convenors/>

United Nations. 2021c. Potential game changing and systemic solutions: an initial compilation. In: *Food Systems Summit 2021 Community* [online]. <https://foodsystems.community/members/ophelie-hemonin/activity/2977/>

United Nations. 2021d. *The true cost and true price of food.* (also available at https://sc-fss2021.org/wp-content/uploads/2021/06/UNFSS_true_cost_of_food.pdf).

United Nations. 2021e. Secretary-General's Chair Summary and Statement of Action on the UN Food Systems Summit. In: *United Nations* [online]. <https://www.un.org/en/food-systems-summit/news/making-food-systems-work-people-planet-and-prosperity>